

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

Société AFM RECYCLAGE

**Installation de collecte, de tri et de transit de déchets des métaux et d'entreposage, de dépollution
de VHU (véhicules hors d'usage) située ZI des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11266 du 12 avril 1976 autorisant M. Bernard THAUDIERE à exploiter un stockage et récupération de métaux situées en zone industrielle des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 18786 du 29 avril 2010, 20602 du 23 août 2018, 20956 du 1^{er} septembre 2020 et 20957 du 7 septembre 2020 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21322 du 14 juin 2024 délivré à la société AFM RECYCLAGE (groupe DERICHEBOURG) située à Saint-Pierre-des-Corps ;
- l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection menée le 22 janvier 2026, transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite en date du 22 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le site de la société AFM RECYCLAGE n'est pas équipée de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables ;

- lors de la visite en date du 22 janvier 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société AFM RECYCLAGE n'a pas organisé des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables deux heures après le dernier arrivage de ces déchets ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFM RECYCLAGE de respecter les prescriptions de l'article 3 et 4 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- par conséquent il y a lieu de mettre en demeure la société AFM RECYCLAGE de régulariser sa situation ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société AFM RECYCLAGE, exploitant une installation de collecte, de tri et de transit de déchets des métaux et d'entreposage, de dépollution de VHU (véhicules hors d'usage) rue du Colombier à Saint-Pierre-des-Corps, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 **en installant une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique** des alertes sur toutes les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables, **sous un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La société AFM RECYCLAGE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 **en organisant des rondes** dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables deux heures après le dernier arrivage de ces déchets, **sous un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia - 1 place Carpeaux - 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société AFM RECYCLAGE.

Tours, le 23 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture,



Florence GOUACHE